

## AVANT-PROPOS

JOACHIM BECK/ ANNE THEVENET/ BIRTE WASSENBERG

Cet ouvrage est l'un des deux derniers volumes (5 et 6) de la série de publications *Vivre et penser la coopération transfrontalière en Europe*, issue d'un cycle de recherche pluridisciplinaire et international que nous avons mené ensemble, entre 2008 et 2010. Ce cycle de recherche s'est déroulé en deux temps : dans une première phase, des séminaires thématiques sur la coopération transfrontalière ont été organisés et ont donné lieu à l'édition de quatre ouvrages collectifs (Volumes 1-4) ; dans un deuxième temps, pour clôturer le cycle de recherche, un colloque final a eu lieu en octobre 2010 à Strasbourg, sur le thème « Construire des ponts à travers les frontières : vers une cohésion territoriale en Europe ? ». *Intégration et identités (trans-)régionales* rassemble les contributions des premiers deux grands ateliers de ce colloque.

Afin de mieux situer le contexte de notre cycle de recherche, nous tenons à vous présenter, dans cet avant-propos, notre démarche, les résultats de la première phase de recherche ainsi que notre approche pour le colloque final.

### 1. Le cycle de recherche sur la coopération transfrontalière

Entre 2008 et 2010, le Centre de recherche des Historiens de l'Université de Strasbourg Frontières, acteurs et représentations d'Europe (FARE) et l'Euro-Institut<sup>1</sup> ont organisé un cycle de recherche sur la coopération transfrontalière, avec le soutien du Pôle Européen d'Administration Publique de Strasbourg (PEAP).

La démarche de notre projet de recherche était assez ambitieuse. Nous voulions premièrement réunir des universitaires, des jeunes chercheurs, mais aussi des praticiens. Deuxièmement, nous avons souhaité une approche pluridisciplinaire qui regroupe des historiens, des politologues, des juristes, des géographes etc. Enfin, il s'agissait aussi d'examiner différentes régions géographiques de l'Union européenne (UE) avec, toutefois au départ, une attention particulière accordée à la coopération de l'espace du Rhin supérieur.

Concrètement, le cycle de recherche a été réalisé au moyen d'une série de six séminaires interdisciplinaires et internationaux, organisés principalement entre 2008 et 2010, sur :

- « L'origine de la coopération transfrontalière », le 1<sup>er</sup> février 2008, à l'IHEE (Institut des Hautes Études Européennes) ;
- « Les acteurs de la coopération transfrontalière », 13 juin 2008, à l'IEP (Institut d'Études Politiques) ;

1 L'Euro-Institut est un organisme de formation, de conseil et d'accompagnement spécialisé en coopération transfrontalière financé par le Land de Bade-Wurtemberg, l'Ortenaukreis, les villes de Kehl, Achern, Freiburg, Lahr, Oberkirch, Offenburg, la République Française, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin et la Communauté urbaine de Strasbourg

- « Les aspects théoriques et politiques de la coopération », le 26 septembre 2008, à la *Hochschule für Öffentliche Verwaltung* de Kehl ;
- « Les formes de gouvernance transfrontalière : l'exemple des régions frontalières allemandes », le 6 février 2009, DHV (*Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften*), Speyer ;
- « La dimension européenne de la coopération transfrontalière », le 13 juin 2009, au Conseil de l'Europe ;
- « Les régions transfrontalières sensibles », le 1<sup>er</sup> décembre 2009, à l'IHEE.

Les résultats de cette première phase de notre cycle de recherche sont compilés dans quatre volumes intitulés *Vivre et penser la coopération transfrontalière*, qui sont parus entre 2009 et 2011 chez l'éditeur Steiner. Les trois premiers séminaires ont ainsi fait l'objet d'une première publication sur *Les régions frontalières françaises*<sup>2</sup>. Les communications des séminaires organisés en 2009 ont été publiées dans trois autres volumes : le premier sur les formes de gouvernance transfrontalières, le deuxième sur la dimension européenne de la coopération transfrontalière et le troisième sur les régions frontalières sensibles<sup>3</sup>.

Qu'apportent ces quatre premiers volumes de recherche sur la coopération transfrontalière ? Les thématiques, l'orientation disciplinaire et le champ géographique de chacun des trois ouvrages sont en effet différents. Ainsi, le premier volume sur *les régions frontalières françaises* présente surtout une vision historique de la coopération transfrontalière. L'histoire de chaque région est unique et le démarrage des coopérations n'a pas lieu au même moment. Toutefois, il a été possible d'identifier deux périodes clés : celle des années 1960 lorsque la coopération commence dans les régions à la frontière franco-allemande et celle des années 1990 lorsque les autres régions françaises s'investissent dans ce domaine, grâce à l'introduction, par la Commission européenne, du programme Interreg. Le deuxième volume sur *la gouvernance dans les régions frontalières allemandes* examine surtout la question de la *multi-level-governance* en Europe. Du point de vue des historiens, cet ouvrage apporte deux éléments importants : premièrement, les coopérations transfrontalières qui se développent après la chute du mur entre les régions allemandes et leurs voisins à l'Est se distinguent clairement de celles des régions transfrontalières « établies » à l'Ouest. Elles se développent surtout dans l'objectif de préparer l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'UE. Deuxièmement, malgré le rêve des politistes de pouvoir développer un jour un modèle théorique de la gouvernance transfrontalière, il s'avère que les systèmes de gouvernance restent étroitement liés aux conditions et aux facteurs du développement historique de chaque région. Sans la prise en compte de l'histoire, les coopérations transfrontalières ne peuvent donc pas être appréhendées dans toute leur complexité. Le troisième volume sur *la dimension européenne* apporte un autre élément crucial : les contributions révèlent un double lien entre la coopération transfrontalière et le processus d'intégration européenne. D'un

2 WASSENBERG, B. (dir.), *Vivre et penser la coopération transfrontalière (Volume 1) : les régions frontalières françaises*, Stuttgart, 2010.

3 BECK, J., WASSENBERG, B. (dir.), *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen (Band 2) : Governance in deutschen Grenzregionen*, Stuttgart, 2011 ; WASSENBERG, B., BECK, J. (dir.), *Living and Researching Cross-Border Cooperation (Volume 3) : The European Dimension*, Stuttgart, 2011 ; WASSENBERG B., BECK, J. (dir.), *Vivre et penser la coopération transfrontalière (Volume 4) : les régions frontalières sensibles*, Stuttgart, 2011.

côté, les régions transfrontalières contribuent à ce processus et peuvent même être considérées comme des modèles d'une « micro-intégration » européenne. De l'autre côté, les organisations européennes, c'est-à-dire principalement l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, contribuent aussi à la coopération transfrontalière : elles lui fournissent un cadre juridique et les moyens financiers nécessaires pour son développement. Enfin, notre ouvrage sur *les régions frontalières sensibles* met en lumière les résistances aux coopérations transfrontalières. De nombreux obstacles y sont identifiés dont la plupart peuvent être attribuées aux « cicatrices » de l'histoire : des problèmes de minorités, des incompatibilités entre différents systèmes politiques et différentes cultures administratives, des difficultés interculturelles, les mémoires de frontière et la peur de l'Autre. Ces obstacles freinent aussi le processus d'intégration européenne et peuvent être à l'origine des oppositions à l'Europe.

Aussi, il nous a paru important de poursuivre la réflexion, lors du colloque final de notre cycle de recherche, sur les liens « complexes » qui existent entre coopération transfrontalière et construction européenne.

## 2. Le colloque final « Construire des ponts à travers les frontières : vers une cohésion territoriale en Europe ? »

En 2010, notre cycle de recherche s'est achevé sur un colloque de grande envergure sur le thème « Construire des ponts à travers les frontières : vers une cohésion territoriale en Europe ? ».

Pour définir la problématique du colloque, nous avons procédé à l'analyse suivante : la coopération transfrontalière en Europe ne cesse de gagner en importance. Au plus tard au moment de la mise en place du marché unique européen – c'est-à-dire la suppression officielle des frontières intérieures en Europe – il est devenu évident que les régions frontalières européennes ont un rôle très spécifique et central à jouer dans le processus d'intégration européenne. Ceci est encore plus vrai après l'élargissement à l'Est, qui a étendu quantitativement mais surtout qualitativement l'éventail de ce que nous définissons comme régions transfrontalières en Europe. Quelques chiffres permettent d'illustrer l'importance des espaces transfrontaliers : les espaces frontaliers représentent environ 40% de la superficie de l'UE. Approximativement 32% de la population de l'UE vit dans des espaces transfrontaliers ou à proximité. Sur les 362 régions recensées au Conseil de l'Europe, on compte 140 régions frontalières. Seulement 9% de la population européenne a déjà vécu ou travaillé dans un autre pays de l'Union européenne, dont plus de 80% dans les zones frontalières de l'Union.

Il revient à ce type spécifique de territoires, qui ont eu jusqu'ici une place plutôt secondaire dans les documents officiels et les stratégies de développement sectorielles et territoriales de la Commission européenne, des fonctions spécifiques dans le processus d'intégration européenne. Les débats déclenchés par la publication, le 6 octobre 2008 par la Commission européenne, d'un Livre vert sur la cohésion territoriale montrent clairement que les régions frontalières jouent, en la matière, un rôle de premier plan.

Le colloque s'est déroulé les 18 et 19 octobre à Strasbourg, à la Maison de la Région (1<sup>o</sup> jour), à l'Association Parlementaire Européenne (table ronde politique - soirée du 1<sup>o</sup> jour) et au Conseil de l'Europe (2<sup>o</sup> jour).

Afin de préparer dans les meilleures conditions ce colloque final, nous avons dès le printemps 2009 réuni un comité scientifique<sup>4</sup>. La mission de ce dernier était de concevoir ce colloque, de travailler sur un appel à communication, de diffuser cet appel dans différents réseaux, de sélectionner les contributions et d'établir le programme des deux journées. Finalement, plus d'une vingtaine de contributions scientifiques et autant de témoignages de praticiens ont été retenus pour le colloque. Une table ronde politique qui a rassemblé Catherine Trautmann et Andreas Schwab tout deux députés européens, ainsi que Karl-Heinz Lambertz, Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique s'est tenue dans la soirée du 18 octobre à l'Association Parlementaire européenne. Par ailleurs, le programme des deux journées a été rythmé par 4 ateliers thématiques, repartis selon une approche fonctionnelle :

- Atelier 1 La coopération transfrontalière avec et pour les citoyens
- Atelier 2 La contribution des territoires transfrontaliers à l'intégration européenne et la coopération régionale
- Atelier 3 Gouvernance et mise en réseau des territoires transfrontaliers
- Atelier 4 Les territoires transfrontaliers comme modèles pour la cohésion territoriale.

Le colloque final s'est avéré être un véritable lieu d'échange d'expériences sur la coopération transfrontalière. A travers cette manifestation, les participants et intervenants ont pu prendre du recul par rapport à leurs pratiques ou leurs recherches, en se voyant offrir ce temps de réflexion et d'échange. La possibilité pour les chercheurs de confronter leurs recherches et théories aux exemples dont ont témoigné les praticiens a constitué une véritable valeur ajoutée. De même, le fait pour les praticiens de pouvoir s'ouvrir à de nouveaux champs de réflexion et de participer à la conceptualisation de leurs pratiques a contribué à les faire avancer au quotidien. Notre cycle de recherche aura ainsi permis de promouvoir des échanges, de rassembler des acteurs, de tisser des liens entre frontières, de constituer des réseaux.

Les contributions et discussions du colloque final sont consultables sur le site du Centre virtuel de la connaissance en Europe (CVCE) au Luxembourg<sup>5</sup>.

- 4 Les membres du comité scientifique étaient : Alexander Bartling (Conseil de l'Europe), Joachim Beck (Euro-Institut), Marie-Thérèse Bitsch (Université de Strasbourg (UdS), Robert Botteghi (Université de Nice), Michel Casteigts (Université de Pau et des Pays de l'Adour), Martine Camiade, (Université de Perpignan via Domitia), Stefan Fisch (Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Michael Frey (Conférence du Rhin supérieur - présent au départ), Jens Gabbe (Association des régions frontalières d'Europe), Erik Jakob (Regio Basiliensis, Basel), Martin Klatt, (University of Southern Denmark), Simon Lang (Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Martial Libera (UdS), Philippe Hamman (UdS), Joanne Hunting (Conseil de l'Europe), Olivier Martin (Région Alsace), Sylvain Schirmann (UdS), Anne Thevenet (Euro-Institut), Birte Wassenberg (UdS).
- 5 Le lien du site CVCE est le suivant: <http://www.cvce.eu/recherche/unit-content/-/unit/4a645c2b-e393-4adf-9ce6-4d8628561eb8/3067b033-dff5-4632-b5c0-24912582dc23>

### 3. Vers une cohésion territoriale

Cet ouvrage *Vers une cohésion territoriale* est le volume final du cycle de recherche et la deuxième publication du colloque final (la première, intitulée *Integration et (trans-)regionale Identitäten* analyse les contributions aux deux premiers ateliers du colloque)<sup>6</sup>. Il rassemble les communications des ateliers trois et quatre, ainsi que les travaux issus d'un groupe de travail scientifique « Sud-Méditerrané » qui a été mis en place parallèlement à la préparation du colloque<sup>7</sup>. Ce groupe de travail a notamment réfléchi au lien entre la recherche sur la coopération transfrontalière et la réalité du terrain. Il a mis l'accent sur les mesures nécessaires en matière de formation (formation continue et enseignement supérieur) pour promouvoir la professionnalisation du domaine de la coopération transfrontalière. Enfin, il a également tenté d'esquisser quelques pistes de réflexion sur les perspectives futures de la coopération territoriale en Europe.

Le troisième atelier du colloque final sur la « gouvernance et mise en réseau des territoires transfrontaliers » visait à examiner deux fonctions de la coopération transfrontalière : celle de mise en réseau des missions de coopération et celle du pilotage.

Dans les territoires transfrontaliers, est-il possible de mettre en œuvre le principe de cohésion territoriale dans un plus grand nombre de domaines que dans les territoires nationaux ? La mise en œuvre d'un développement territorial transversal et la création de clusters y sont faciles ?

En partant de l'exemple de l'espace du Rhin supérieur, cette hypothèse peut être confirmée. Le projet le plus connu l'illustrant est le cluster *Biovalley*, qui a renforcé la visibilité européenne et mondiale des potentiels du Rhin supérieur dans le domaine des sciences de la vie. Une mise en réseau transversale au niveau de la gouvernance est également mise en œuvre pour différents domaines, par exemple dans la politique du Rhin supérieur en matière de protection du climat (mise en réseau de la politique environnementale, du développement économique des Petites et moyennes entreprises (PME), des économies d'énergie par les citoyens...), dans l'enseignement supérieur et la recherche dans le cadre de la Confédération européenne des universités du Rhin supérieur EUCOR (mise en réseau de la politique, des sciences, de l'économie, de la recherche et des étudiants), avec le Cadre d'orientation pour un aménagement et un développement commun de l'espace du Rhin supérieur – en vue d'un développement territorial intégré ou encore avec le cursus trinational de formation professionnelle de la *Berufsakademie* de Lörrach ou encore les apprentissages transfrontaliers en artisanat dans le cadre de l'eurodistrict Strasbourg-Ortenau. La Conférence du Rhin supérieur est également un exemple de gouvernance intégrée qui permet la coordination ciblée et la coopération de 600 experts rassemblés en 13 groupes de travail et 40 comités d'experts. Les quatre eurodistricts du Rhin supérieur mettent en œuvre eux aussi, chacun à leur niveau, une politique intégrée et décentralisée sur leur territoire transfrontalier.

6 BECK, J. ; WASSENBERG, B. (dir.), *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen (Band 5) : Integration und (trans-)regionale Identitäten*, Stuttgart, 2013.

7 Les membres de ce groupe de travail étaient : Robert Botteghi (Université de Nice-Sophia Antipolis), Martine Camiade (Université de Perpignan, Via Domitia), Michel Casteigts (Université de Pau et des pays de l'Adour).

Quant à la fonction du pilotage, la question se posait notamment de savoir si les espaces frontaliers sont particulièrement propices au développement de nouvelles formes de gouvernance. En effet, le processus engagé il y a deux ans dans le Rhin supérieur et visant à créer une Région métropolitaine trinationale (RMT) intégrée constitue un projet-pilote innovant de mise en place de nouvelles structures de gouvernance pour la cohésion territoriale. Le Rhin supérieur peut ainsi servir d'exemple pour la modernisation de toute une série d'espaces frontaliers d'Europe de l'Ouest et d'Europe centrale et constitue également le modèle de référence pour les « jeunes » espaces frontaliers d'Europe de l'Est et du Sud-Est. La gouvernance de la RMT du Rhin supérieur est un exemple réussi de mise en réseau transfrontalière des acteurs-clés des domaines de la politique, de l'administration, de l'économie, des sciences et de la société civile à différents niveaux institutionnels et territoriaux. Elle symbolise également l'intégration des différentes politiques en vue d'une mise en œuvre stratégique des objectifs de développement territorial. Toutefois, elle pose aussi la question importante (valable également pour tous les espaces frontaliers en Europe) de l'opportunité et des limites d'un transfert de tâches et de compétences matérielles vers les nouvelles structures de gouvernance territoriale transfrontalière.

L'atelier 4 sur « les territoires transfrontaliers comme modèles pour la cohésion territoriale » s'est finalement penché sur la fonction de modèle : les territoires transfrontaliers sont-ils des espaces modèles pour une politique de cohésion territoriale, car les résultats y sont particulièrement visibles ?

L'espace du Rhin supérieur semble incontestablement être un modèle de coopération transfrontalière : 320 projets ont pu être réalisés dans le Rhin supérieur dans le cadre des programmes Interreg. Depuis l'introduction de l'euro et en raison d'une plus grande transparence des prix, on constate un changement notable des comportements de consommation transfrontaliers. Dans les villes jouxtant la frontière, la clientèle venant du pays voisin peut atteindre jusqu'à 80%. Dans le secteur des banques et des assurances, les zones frontalières sont, de facto, les seules en Europe à proposer des services à la personne ayant une dimension transnationale. Dans le secteur immobilier, les clients du pays voisin peuvent représenter jusqu'à 60% du chiffre d'affaires. Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, l'accord de Schengen – ainsi que les traités et les conventions signés par la suite par la France et l'Allemagne pour sa mise en œuvre – a conduit dans le Rhin supérieur à une intensification de la coopération transfrontalière entre les services concernés. La création d'un centre commun franco-allemand pour la police et les douanes, la mise en place d'équipes binationales pour certaines enquêtes, des mesures de formations et des séminaires transfrontaliers (par ex. sur la décision-cadre européenne de 2008 relative à la surveillance transfrontalière des mesures de probation) et la concertation des structures policières ne sont que quelques exemples des actions qui rendent la politique européenne en la matière visible et tangible pour le citoyen. Le marché de l'emploi transfrontalier est une réalité socio-économique importante du Rhin supérieur, avec plus de 90 000 travailleurs frontaliers. Dans le cadre du programme EURES-T Rhin supérieur, les administrations en charge de l'emploi, les partenaires sociaux et les syndicats ont développé une étroite coopération (par ex. la mesure EURES-T Allemagne-France-Train : séminaires préparant aux entretiens d'embauche suivis d'un stage dans le pays voisin).

Mais ce modèle, est-t-il le seul en Europe et surtout, est-il transposable aux autres régions transfrontalières européennes ? Pour une cohésion territoriale européenne, faut-il des modèles de coopération transfrontalière en Europe ? Les communications présentées lors du colloque final de notre cycle de recherche se sont consacrées à ces questions fondamentales pour l'avenir de la coopération territoriale.

## VORWORT

Das vorliegende Werk ist einer der beiden letzten Bände (5 und 6) der Publikationsreihe *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen*, die aus einem interdisziplinären und internationalen Forschungszyklus heraus entstanden ist, den wir zwischen 2008 und 2010 gemeinsam durchgeführt haben. Dieser Forschungszyklus verlief in zwei Etappen: in der ersten Phase wurden themenspezifische Seminare über grenzüberschreitende Zusammenarbeit veranstaltet, die dann zur Herausgabe von vier Sammelwerken (Bände 1-4) geführt haben. In einem zweiten Schritt fand zum Abschluss dieses Forschungszyklus im Oktober 2010 ein Kolloquium zum Thema „Grenzen überbrücken: auf dem Weg zur territorialen Kohäsion in Europa?“ statt. *Integration und transnationale Identitäten* umfasst die Beiträge der beiden ersten großen Arbeitsgruppen dieses Kolloquiums. Zur besseren Kontexteinordnung unseres Forschungszyklus, möchten wir Ihnen im Folgenden unser Vorgehen, die Ergebnisse der ersten Forschungsphase sowie unseren Ansatz für das Abschlusskolloquium erläutern.

### 1. Der Forschungszyklus über grenzüberschreitende Zusammenarbeit

Zwischen 2008 und 2010 haben das Historische Forschungszentrum der Universität Straßburg, das Forschungszentrum *FARE (Frontières, acteurs et représentations d'Europe)* der Universität Straßburg und das Euro-Institut<sup>1</sup> mit der Unterstützung des *Pôle Européen d'Administration Publique de Strasbourg (PEAP)* einen Forschungszyklus zum Thema grenzüberschreitende Zusammenarbeit organisiert.

Unsere Vorgehensweise bei diesem Forschungsprojekt war sehr ambitioniert. In einem ersten Schritt war es unser Ziel, Universitäten, junge Forscher aber auch Praktiker zusammen zu bringen. In einem zweiten Schritt wurde ein interdisziplinärer Ansatz verfolgt, der Historiker, Politologen, Juristen, Geografen etc. an einen Tisch bringen sollte. Hierbei sollten auch verschiedene geografische Räume der Europäischen Union (EU) betrachtet werden, wobei – zumindest zu Anfang – auch der Kooperation am Oberrhein besondere Aufmerksamkeit geschenkt wurde.

Konkret bestand der Forschungszyklus aus einer Reihe von sechs interdisziplinären und international ausgerichteten Seminaren, die hauptsächlich zwischen 2008 und 2010 zu folgenden Themen durchgeführt wurden:

- „Die Ursprünge der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit“, 1. Februar 2008 beim *Institut des Hautes Etudes Européennes (IHEE)* ;

1 Das Euro-Institut ist eine begleitende Fortbildungs- und Beratungseinrichtung für grenzüberschreitende Zusammenarbeit und wird vom Land Baden-Württemberg, dem Ortenaukreis, den Städten Kehl, Achern, Freiburg, Lahr, Oberkirch, Offenburg, der Französischen Republik, der Region Elsass, dem Département Bas-Rhin und dem Stadtverband Straßburg finanziert.



- „Die Akteure der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit“, 13. Juni 2008 beim *Institut d'études politiques (IEP)*;
- „Theoretische und politische Aspekte der grenzüberschreitenden Kooperation“, 26. September 2008 in der Hochschule für Öffentliche Verwaltung Kehl ;
- „Governance-Formen in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit am Beispiel deutscher Grenzregionen“, 6. Februar 2009, DHV (Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften), Speyer ;
- „Die europäische Dimension der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit“, 13. Juni 2009 im Europarat;
- „Sensible Grenzregionen“, 1. Dezember 2009 beim *IHEE*.

Die Ergebnisse dieser ersten Etappe unseres Forschungszyklus sind in den ersten vier Bänden der Publikationsreihe *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen* zusammengetragen, die zwischen 2009 und 2011 beim Steiner Verlag erschienen sind. Die drei ersten Seminare waren Gegenstand einer ersten Publikation über *Französische Grenzregionen*<sup>2</sup>. Die Beiträge der Seminare von 2009 sind in den drei nachfolgenden Bänden veröffentlicht worden: in dem zweiten über grenzüberschreitende *Governance*-Formen, in dem dritten über die europäische Dimension der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit und in dem vierten über „sensible“ Grenzregionen<sup>3</sup>.

Welchen Beitrag leisten diese vier Forschungsbände über grenzüberschreitende Zusammenarbeit? Die Themen, die disziplinäre Ausrichtung und die betrachteten geografischen Räume unterscheiden sich in jedem der vier Bände. So wird im ersten Band über die französischen Grenzregionen grenzüberschreitende Zusammenarbeit vor allem aus historischer Sicht betrachtet. Die Geschichte einer jeder Region ist einzigartig und der Beginn grenzüberschreitender Kooperationen kann nicht überall auf den gleichen Zeitpunkt datiert werden. Dennoch konnten zwei Schlüsselzeiträume festgestellt werden: zum einen sind dies die 1960er Jahre, während derer die Zusammenarbeit in den deutsch-französischen Grenzregionen begann und zum anderen die 1990er Jahre, in denen die anderen französischen Regionen dank der Einführung des Interreg-Programms durch die Europäische Kommission auf diesem Gebiet aktiv wurden. Der zweite Band über *Governance in deutschen Grenzregionen* geht vor allem der Frage nach der *Multi-Level Governance* in Europa nach. Aus Sicht der Historiker liefert dieses Werk zwei wichtige Erkenntnisse: zum einen, dass die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, die sich nach dem Mauerfall zwischen den deutschen Grenzregionen und ihrer Nachbarn im Osten entwickelt, sich deutlich von der „etablierten“ Kooperation der Grenzregionen im Westen unterscheidet. Erstere entstehen hauptsächlich mit dem Ziel, den EU-Beitritt der Länder in Zentral- und Osteuropa vorzubereiten. Und zum anderen hat sich herausgestellt, dass trotz des Wunsches einflussreicher Politologen, eines Tages einmal ein theo-

2 WASSENBERG, B. (Hg.), *Vivre et penser la coopération transfrontalière (Volume 1) : les régions frontalières françaises*, Stuttgart, 2010.

3 BECK, J., WASSENBERG, B. (Hg.), *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen (Band 2): Governance in deutschen Grenzregionen*, Stuttgart, 2011 ; WASSENBERG, B., BECK, J. (Hg.), *Living and Researching Cross-Border Cooperation (Volume 3) : The European Dimension*, Stuttgart, 2011 ; WASSENBERG B., BECK, J. (Hg.), *Vivre et penser la coopération transfrontalière (Volume 4) : les régions frontalières sensibles*, Stuttgart, 2011.

retisches Modell der grenzüberschreitenden *Governance* entwerfen zu können, die einzelnen *Governance*-Systeme mit den Bedingungen und Faktoren der historischen Entwicklung einer jeden Region eng verbunden bleiben. Ohne Berücksichtigung der historischen Dimension können grenzüberschreitende Kooperationen eigentlich nicht in ihrer gesamten Komplexität gänzlich verstanden werden. Der dritte Band über *die Europäische Dimension* liefert eine weitere wesentliche Erkenntnis: die Beiträge weisen auf einen doppelten Zusammenhang zwischen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit und dem Europäischen Integrationsprozess hin. Auf der einen Seite tragen die Grenzregionen zu diesem Prozess bei und können sogar als Modelle einer Europäischen „Mikro-Integration“ betrachtet werden. Auf der anderen Seite tragen aber auch die Europäischen Organisationen und hier vor allem die Europäische Union und der Europarat zur Entwicklung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit bei: sie stellen diese mit den notwendigen Rechtsgrundlagen und finanziellen Mitteln aus. Unser Werk über *Sensible Grenzregionen* möchte letztlich auch auf die Widerstände aufmerksam machen, denen sich grenzüberschreitende Kooperationen ausgesetzt sehen. Sie stehen zahlreichen Hindernissen gegenüber, von denen die Mehrheit mit den „Narben“ der Geschichte in Zusammenhang gebracht werden kann: Minderheitenprobleme, Inkompatibilitäten zwischen unterschiedlichen politischen Systemen und Verwaltungskulturen, interkulturelle Konflikte, das kollektive Grenzgedächtnis und die Angst vor dem Anderen, dem Fremden. Diese Hindernisse verlangsamen auch den Europäischen Integrationsprozess und können Ursache antieuropäischer Haltungen sein.

Zudem erschien es uns wichtig, die während des Abschlusskolloquiums unseres Forschungszyklus begonnene Reflexion über die bestehenden „komplexen“ Zusammenhänge zwischen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit und dem Europäischen Einigungswerk weiterzuführen.

## 2. Das Abschlusskolloquium „Grenzen überbrücken: auf dem Weg zur territorialen Kohäsion in Europa?“

2010 fand unser Forschungszyklus mit einem groß angelegten Kolloquium zum Thema „Grenzen überbrücken: auf dem Weg zur territorialen Kohäsion in Europa?“ einen würdevollen Abschluss.

Um die Problematik des Kolloquiums besser zu fassen, haben wir folgende Arbeitsthese formuliert: die grenzüberschreitende Zusammenarbeit in Europa gewinnt zunehmend an Bedeutung. Spätestens seit der Verwirklichung des EU-Binnenmarkts – das heißt seit dem offiziellen Wegfall der Binnengrenzen in Europa – wurde deutlich, dass die europäischen Grenzregionen eine sehr spezifische und zentrale Rolle im Europäischen Integrationsprozess spielen. Dies gilt umso mehr seit der EU-Osterweiterung, die das Spektrum dessen, was wir als Grenzregion in Europa definieren können, quantitativ, vor allem aber auch qualitativ erweitert hat. Die Bedeutung von Grenzräumen lässt sich an Hand einiger weniger Zahlen gut illustrieren: Grenzgebiete machen ungefähr 40% der gesamten EU-Fläche aus. Circa 32% der EU-Bevölkerung lebt in oder in der Nähe dieser Grenzräume. Unter den 362 beim Europarat registrierten Regionen befinden sich 140 Grenzregionen. Lediglich 9% der EU-Bevölkerung haben bereits in einem

anderen Staat der EU gelebt oder gearbeitet, aber 80% dieser Mobilität ereignet sich in Grenzregionen.

Diesem spezifischen Gebietstypus, der in den offiziellen Dokumenten sowie in den fachlichen und räumlichen Entwicklungsstrategien der Europäischen Kommission eine bislang eher untergeordnete Rolle gespielt hat, kommt im Europäischen Integrationsprozess nun eine ganz spezifische Funktion zu. Das am 6. Oktober 2008 veröffentlichte Grünbuch der Europäischen Kommission zum Thema *Territorialer Zusammenhalt* hat eine Debatte ausgelöst, die deutlich zeigt, dass die Grenzregionen diesbezüglich eine entscheidende Rolle spielen.

Das Kolloquium fand am 18. und 19. Oktober im Regionalrat des Elsass in Straßburg (1. Tag), bei der Europäischen Parlamentarischen Gesellschaft (Politische Podiumsdiskussion am Abend des 1. Tages) und im Europarat (2. Tag) statt.

Zur optimalen Vorbereitung dieses Abschlusskolloquiums hat sich seit dem Frühjahr 2009 ein wissenschaftlicher Beirat getroffen<sup>4</sup>, dessen Aufgabe es war das Kolloquium zu konzipieren, einen Kommunikationsaufruf zu starten und diesen über diverse Netzwerke zu verbreiten sowie die Beiträge auszuwählen und ein Programm für die zwei Tage zusammenzustellen. Mehr als 20 wissenschaftliche Beiträge und ebenso viele Erfahrungsberichte von Praktikern wurden auf diese Weise für das Kolloquium ausgewählt. Am Abend des 18. Oktober fand bei der Europäischen Parlamentarischen Gesellschaft eine politische Podiumsdiskussion zwischen den Europaabgeordneten Catherine Trautmann und Andreas Schwab sowie Karl-Heinz Lambertz, Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, statt. Auf dem Programm des zweitägigen Kolloquiums standen außerdem vier thematische Workshops:

- Workshop 1: Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit mit und für die Bürger
- Workshop 2: Der Beitrag der grenzüberschreitenden Gebiete zur regionalen Kooperation und zur Europäischen Integration
- Workshop 3: Governance und Netzwerkbildung in grenzüberschreitenden Gebieten
- Workshop 4: Die grenzüberschreitenden Gebiete als Modell der territorialen Kohäsion.

Das Abschlusskolloquium erwies sich als ideale Möglichkeit zum Erfahrungsaustausch in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Dank dieser Veranstaltung konnten die Teilnehmer und Referenten ein Stück weit etwas Abstand von ihrer Arbeitspraxis oder Forschung nehmen und sich der Reflexion sowie dem Erfahrungsaustausch widmen. Für die Wissenschaftler war es eine gewinnbringende Erfahrung, ihre Forschung und Theorie mit den Erfahrungsberichten der Praktiker abzugleichen. Genauso wie es auch für die Praktiker eine interes-

4 Die Mitglieder des wissenschaftlichen Beirats waren: Alexander Bartling (Europarat), Joachim Beck (Euro-Institut), Marie-Thérèse Bitsch (Universität de Strasbourg (UdS)), Robert Botteghi (Universität de Nice), Michel Casteigts (Universität de Pau et des Pays de l'Adour), Martine Camiade, (Universität de Perpignan via Domitia), Stefan Fisch (DHV - Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Michael Frey (Oberreihkonferenz - zu Beginn anwesend), Jens Gabbe (Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen), Erik Jakob (Regio Basiliensis, Basel), Martin Klatt, (University of Southern Denmark), Simon Lang (Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Martial Libera (UdS), Philippe Hamman (UdS), Joanne Hunting (Europarat), Olivier Martin (Région Alsace), Sylvain Schirmann (UdS), Anne Thevenet (Euro-Institut), Birte Wassenberg (UdS).

sante und bereichernde Erfahrung war, sich neuen theoretischen Überlegungen zu stellen und an der Konzeptualisierung ihrer Praxisarbeit teilzuhaben. Auf diese Weise bot unser Forschungszyklus einen idealen Rahmen für das Zusammenkommen und den Austausch der verschiedenen Akteure, um neue Beziehungen beidseits der Grenze zu knüpfen und Networking zu betreiben.

Die Beiträge und Diskussionsergebnisse des Abschlusskolloquiums können auf der Website des luxemburgischen *Centre virtuel de la connaissance en Europe* (CVCE) eingesehen werden<sup>5</sup>.

### 3. Auf dem Weg zur territorialen Kohäsion

Das Buch *Auf dem Weg zur territorialen Kohäsion* ist der letzte Band des Forschungszyklus und die zweite Publikation des Endkolloquiums (die erste mit dem Titel *Integration und (trans-)regionale Identitäten* analysierte die Beiträge zu den beiden ersten Workshops)<sup>6</sup>. Es umfasst die Beiträge und Ergebnisse der Workshops drei und vier sowie die Erkenntnisse einer wissenschaftlichen Arbeitsgruppe „Süd-Mittelmeer“, die parallel zur Vorbereitung des Kolloquiums eingesetzt wurde<sup>7</sup>. Diese Arbeitsgruppe hat vor allem die Verbindung zwischen der Forschung über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit und der alltäglichen Grenzrealität untersucht. Sie hat sich darauf konzentriert, notwendige Maßnahmen im Bereich der Bildung (Fortbildung und Hochschulwesen) aufzuzeigen, um die Professionalisierung des Bereichs grenzüberschreitende Zusammenarbeit voranzubringen. Schließlich hat sie versucht, einige Reflexionspisten zu den Zukunftsperspektiven der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit aufzuzeigen.

Der dritte Workshop des Abschlusskolloquiums zum Thema „*Governance* und *Netzwerkbildung in grenzüberschreitenden Gebieten*“ hat vorwiegend zwei Funktionen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit untersucht: die der aufgabenseitigen Vernetzung und die der Steuerung.

Ermöglichen grenzüberschreitende Gebiete es, das Konzept des territorialen Zusammenhalts mit einer größeren thematischen Breite auszufüllen, als dies bei nationalen Gebieten der Fall ist? Ist es hier leichter möglich, eine sektorübergreifende Sicht auf die territoriale Entwicklung zu verwirklichen und auch zu entsprechenden Clusterbildungen zu kommen?

Wenn vom Fallbeispiel des Oberrheinraumes ausgegangen wird, kann diese Hypothese bestätigt werden. Das prominenteste Projekt zur Illustration dafür ist das Cluster *Biovalley/Chemische Industrie*, das zu einer Europäischen und weltweiten Sichtbarkeit der territorialen Potenziale im Bereich der Life-Sciences geführt hat. Sektorübergreifende Vernetzung in der *Governance* findet auch statt, z.B. in der oberrheinischen Klimaschutzpolitik (Vernetzung Umweltschutz, Wirt-

5 Unter folgendem Link finden Sie die Website des CVCE: <http://www.cvce.eu/recherche/unit-content/-/unit/4a645c2b-e393-4adf-9ce6-4d8628561eb8/3067b033-dff5-4632-b5c0-24912582dc23>.

6 BECK, J. ; WASSENBERG, B. (Hg.), *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen (Band 5) : Integration und (trans-)regionale Identitäten*, Stuttgart, 2013.

7 Die Mitglieder dieser Arbeitsgruppe waren : Robert Botteghi (Université de Nice-Sophia Antipolis), Martine Camiade (Université de Perpignan, Via Domitia), Michel Casteigts (Université de Pau et des pays de l'Adour).

schaftsförderung Kleine und Mittlere Unternehmen (KMU), Bürgernutzen Kostenersparnis), im Bereich der universitären Bildung und Forschung im Rahmen des Projekts EUCOR (Vernetzung von Politik, Wissenschaft, Wirtschaft, Forschung und Studierenden), hinsichtlich einer integrierten territorialen Entwicklung im Rahmen des Raumordnerischen Orientierungsrahmens oder beim trinationalen Studiengang der Berufsakademie Lörrach oder der grenzüberschreitenden Berufsbildung im Handwerk im Eurodistrikt Strasbourg/Ortenau. Exemplarisch für die bereits verwirklichte integrierte *Governance* ist auch die Oberreinkonferenz, in der die Zusammenarbeit von 600 Fachexperten in 13 thematischen Arbeitsgruppen und 40 Expertenausschüssen zielorientiert koordiniert wird. Auch die 4 Eurodistrikte am Oberrhein praktizieren heute jeweils eine dezentrale und integrierte Politikentwicklung ihres grenzüberschreitenden Gebiets.

Was die Steuerungsfunktion betrifft, stellt sich vor allem die Frage, ob Grenzgebiete besonders geeignet sind, neue Formen der *Governance* zu entwickeln. In der Tat, der seit zwei Jahren am Oberrhein stattfindende Prozess zu Schaffung einer integrierten, Trinationalen Metropolregion Oberrhein (TMO) stellt ein innovatives Pilotprojekt für die Verwirklichung neuer *Governance*-Strukturen des territorialen Zusammenhalts dar. Damit kann der Oberrhein als Vorbild für die Modernisierungsansätze einer Reihe von weiteren Grenzgebieten in West- und Mitteleuropa dienen und ist zugleich das Referenzmodell für die noch jungen europäischen Grenzgebiete in Ost- und Süd-Osteuropa. Die exemplarische *Governance* der TMO symbolisiert die erfolgreiche grenzüberschreitende Vernetzung von Schlüsselakteuren aus den Bereichen Politik, Verwaltung, Wirtschaft, Wissenschaft und Zivilgesellschaft auf verschiedenen institutionellen und räumlichen Ebenen sowie die potenzialbezogene Integration verschiedener Politikansätze zur strategischen Verwirklichung territorialer Entwicklungsziele. Sie wirft allerdings zugleich auch (wiederum exemplarisch für alle Grenzregionen in Europa) die wichtige Frage nach den Möglichkeiten und Grenzen eines materiellen Aufgaben- und Kompetenztransfers auf die neuen Strukturen der territorialen grenzüberschreitenden *Governance* auf.

Das Atelier 4 über „grenzüberschreitende Regionen als Modell-Räume territorialer Kohäsion“ hat sich schließlich mit der Modell-Funktion befasst: Sind Grenzgebiete die idealen Modell-Räume für eine Politik der Stärkung des territorialen Zusammenhalts, da hier mit einer entsprechenden Kohäsionspolitik besonders einfach sichtbare Effekte erzielt werden können?

Der Oberrhein scheint unbestreitbar eine grenzüberschreitende Modellregion zu sein: Insgesamt über 320 Projekte konnten am Oberrhein z.B. im Rahmen der Umsetzung der Interreg-Initiativen realisiert werden. Seit der Einführung des Euro hat sich am Oberrhein in Folge der größeren Preistransparenz das grenzüberschreitende Konsumverhalten der Bevölkerung spürbar verändert: In den grenznahen Städten kommen bis zu 80% der Kunden im Einzelhandel aus dem Nachbarland. Ein grenzüberschreitender Finanzdienstleistungssektor hat sich in Europa faktisch nur in den Grenzgebieten entwickelt. Der Umsatzanteil mit Kunden aus dem Nachbarland kann im Immobilienhandel in grenznahen Städten bis zu 60% ausmachen. Im Bereich der polizeilichen und justiziellen Zusammenarbeit hat das Schengener Abkommen sowie die in der Folge zwischen Deutschland und Frankreich abgeschlossenen Umsetzungsverträge am Oberrhein zu einer Intensivierung der grenzüberschreitenden Kooperation der beteiligten Stellen geführt: die Schaffung eines Gemeinsamen Deutsch-Französischen

Zentrums für die Polizei- und Zollzusammenarbeit in Kehl, gemeinsame Ermittlungsgruppen, Fortbildungsmaßnahmen, Seminare (z.B. zur Umsetzung des EU-Rahmenbeschlusses zur grenzüberschreitenden Bewährungsüberwachung) und die Abstimmung der polizeilichen Infrastrukturen sind nur einige Beispiele, die die Europäische Politik in diesem Bereich auch für die Bevölkerung sichtbar und erlebbar werden lassen. Der grenzüberschreitende Arbeitsmarkt ist am Oberrhein mit über 90 000 Grenzgängern eine wichtige sozioökonomische Realität. Im Rahmen des Programms EURES-T Oberrhein arbeiten die Sozialpartner, die Arbeitsverwaltungen und die Gebietskörperschaften intensiv zusammen (z.B. EURES-T-Maßnahme Deutschland-Frankreich-Zug: Bewerbungseminar mit anschließenden Praktikum im Nachbarland).

Aber ist dieses Modell das Einzige in Europa und vor allem, kann es auf andere Europäische Grenzregionen übertragen werden? Braucht es überhaupt Modelle der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit für eine territoriale Kohäsion in Europa? Die Beiträge des Abschlusskolloquiums unseres Forschungszyklus befassten sich mit diesen grundlegenden Fragen für die Zukunft der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit.

## FOREWORD

This book is one of the last two volumes (5 and 6) of the series of publications entitled *Living and researching cross-border cooperation in Europe*, and is from an international and interdisciplinary research cycle that we led together between 2008 and 2010. This research cycle was conducted in two stages: in the first phase, thematic seminars on cross-border cooperation were organised and resulted in the publication of four joint books (Volumes 1-4); secondly, a final conference on the theme "Building bridges across borders: Towards territorial cohesion in Europe?" was held in October 2010 in Strasbourg to close the research cycle. *Integration and (cross-)regional identities* gathers together the contributions from the first two major workshops of the conference.

In order to better define the context of our research cycle, we would like to present, in this foreword, our method, the results of the first phase of research as well as our approach to the final conference.

### 1. The research cycle on cross-border cooperation

Between 2008 and 2010, the University of Strasbourg's Research Laboratory *Frontières, acteurs et représentations d'Europe* (FARE) and the Euro-Institut<sup>1</sup> organised a research cycle on cross-border cooperation, with the support of the European Centre of Public Administration (PEAP) in Strasbourg.

The approach of our research project was ambitious enough. First, we wanted to bring together academics and young researchers, but also practitioners. Second, we wanted a multidisciplinary approach that brought together historians, political scientists, lawyers, geographers, etc. Finally, we also wanted to examine different geographical regions of the European Union (EU) with, at least at the outset, special attention to cooperation in the Upper Rhine area.

In concrete terms, the research cycle was carried out through a series of six interdisciplinary and international seminars organised mainly between 2008 and 2010 on:

- "The origins of cross-border cooperation", 1 February 2008, IHEE (*Institut des Hautes Etudes Européennes*);
- "The players in cross-border cooperation", 13 June 2008, IEP (*Institut d'Etudes Politiques*);
- "Theoretical and political aspects of cooperation", 26 September 2008 *Hochschule für Öffentliche Verwaltung Kehl*;
- "Forms of cross-border governance: the example of the German border regions", 6 February 2009, DHV (*Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften*) Speyer;

1 The Euro-Institut is an organisation that offers training, advice and assistance and specialises in cross-border cooperation. It is financed by Baden-Württemberg, the Ortenau District, the towns of Kehl, Achern, Freiburg, Lahr, Oberkirch, Offenburg, the French state, the Alsace Region, the Bas-Rhin *Département* and the Strasbourg Urban Community.

- "The European dimension of cross-border cooperation", 13 June 2009, Council of Europe;
- "Sensitive cross-border regions", 1 December 2009, IHEE.

The results of this first phase of our research cycle have been compiled in four volumes entitled *Living and researching cross-border cooperation*, which were published between 2009 and 2011 by the publisher Steiner. The first three seminars are covered by the first publication on *French border regions*<sup>2</sup>. The papers from the seminars organised in 2009 were published in three other volumes: the first on the forms of cross-border governance, the second on the European dimension of cross-border cooperation and the third on sensitive border regions<sup>3</sup>.

What do these first four volumes of research on cross-border cooperation bring? The themes, the disciplinary orientation and the geographical scope of each of the three books are indeed different. Thus, the first volume on French border regions provides mainly a historical view of cross-border cooperation. The history of each region is unique and cooperation did not get off the ground at the same time. However, it was possible to identify two key periods: the 1960s when cooperation began in the regions on the Franco-German border, and the 1990s when other French regions got involved in this field thanks to the introduction, by the European Commission, of the Interreg programme. The second volume on *Governance in German border regions* examines above all the issue of multi-level governance in Europe. From a historian's point of view, this book provides us with two important elements: first, the cross-border cooperation that developed after the fall of the wall between the German regions and their neighbours to the East is clearly distinguishable from that with the "established" cross-border regions in the West. It develops mainly in order to prepare the accession of the central and east European countries to the EU. Second, despite the political scientists' dream of one day being able to develop a theoretical model of cross-border governance, it transpires that governance systems are closely linked to the conditions and determinants of the historical development of each region. If history is not taken into account, cross-border cooperation cannot be understood in all its complexity. The third volume on the *European dimension* introduces another crucial element: the contributions reveal a twofold connection between cross-border cooperation and the European integration process. On the one hand, cross-border regions contribute to this process and may even be considered as models of a European "micro-integration". On the other, European Organisations, that is to say mainly the EU and the Council of Europe, also contribute to cross-border cooperation: they provide it with a legal framework and the financial means necessary for its development. Finally, our work on *Sensitive regions* highlights resistance to cross-border cooperation. Many obstacles are identified, most of which can be attributed to the "scars" of history: minority issues, incompatibilities between different political systems and different administrative cul-

2 WASSENBERG, B. (ed.), *Vivre et penser la coopération transfrontalière (Volume 1): les régions frontalières françaises*, Stuttgart, 2010.

3 BECK, J., WASSENBERG, B. (ed.), *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen (Band 2): Governance in deutschen Grenzregionen*, Stuttgart, 2010; WASSENBERG, B., BECK, J. (ed.), *Living and Researching Cross-Border Cooperation (Volume 3): The European Dimension*, Stuttgart, 2011; WASSENBERG B., BECK, J. (ed.), *Vivre et penser la coopération transfrontalière (Volume 4): les régions frontalières sensibles*, Stuttgart, 2011.



tures, intercultural difficulties, the borders' memories and the fear of the "Other". These obstacles also hinder the European integration process and may be the source of opposition to Europe.

Thus, it seemed important to us to continue consideration of the "complex" links between cross-border cooperation and European integration during the final conference of our research cycle.

## 2. The final conference "Building bridges across borders: Towards territorial cohesion in Europe?"

In 2010, our research cycle drew to a close with a major conference on the theme "Building bridges across borders: Towards territorial cohesion in Europe?".

In order to define the issues to be examined during the conference, we conducted the following analysis: cross-border cooperation in Europe continues to gain in importance. At the latest when the single European market was set up – that is to say with the official abolition of Europe's internal borders – it became clear that the European border regions had a very specific and central role to play in the European integration process. This was even more so after enlargement to the East, which expanded not only quantitatively but also qualitatively the range of what we define as border regions in Europe. Some figures illustrate the importance of border areas: border areas represent about 40% of the surface area of the EU. Approximately 32% of the EU population live in border areas or nearby. Of the 362 regions identified by the Council of Europe, there are 140 border regions. Only 9% of European citizens have lived or worked in another country of the EU, of which more than 80% in the border zones of the Union.

Specific functions in the European integration process fall to this particular type of territory, which hitherto had held a rather secondary place in the European Commission's official documents and sectoral and territorial development strategies. The debates triggered by the publication, on 6 October 2008, of the European Commission's Green Paper on Territorial Cohesion clearly showed that border regions play a major role in this respect.

The conference was held on 18 and 19 October in Strasbourg in the *Maison de la Région* (day 1), the European Parliamentary Association (political round table – evening of day 1), and the Council of Europe (Day 2).

To prepare this final conference as best we could, in the spring of 2009 we set up a scientific committee<sup>4</sup>. Its mission was to design the conference, to work on a call for papers, to disseminate this call in different networks, to select the contributions and to define the programme for the two days. In the end, more than

4 The members of this scientific committee were: Alexander Bartling (Council of Europe), Joachim Beck (Euro-Institut), Marie-Thérèse Bitsch (University of Strasbourg (UdS)), Robert Botteghi (Nice University), Michel Casteigts (Université de Pau et des Pays de l'Adour), Martine Camiade, (Perpignan University via Domitia), Stefan Fisch (DHF – Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Michael Frey (Upper Rhine Conference – present at the start), Jens Gabbe (Association of European Border Regions), Erik Jakob (Regio Basiliensis, Basel), Martin Klatt, (University of Southern Denmark), Simon Lang (Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Martial Libera (UdS), Philippe Hamman (UdS), Joanne Hunting (Council of Europe), Olivier Martin (Région Alsace), Sylvain Schirmann (UdS), Anne Thevenet (Euro-Institut), Birte Wassenberg (UdS Strasbourg).

twenty scientific contributions and as many testimonies from practitioners were selected for the conference. A political round table was held on 18 October in the European Parliamentary Association that brought together Catherine Trautmann and Andreas Schwab, both Members of the European Parliament, as well as Karl-Heinz Lambertz, Minister-President of the German-speaking Community of Belgium. Otherwise, the two-day programme was punctuated by four thematic workshops, divided according to a functional approach:

- Workshop 1 Cross-border cooperation with and for citizens.
- Workshop 2 The contribution of cross-border territories to European integration and regional cooperation.
- Workshop 3 Governance and networking of cross-border territories.
- Workshop 4 Cross-border territories as models for territorial cohesion.

The final conference proved to be a real forum for an exchange of experiences on cross-border cooperation. Through this event, the participants and speakers were able to take a global view of their practice or research thanks to this opportunity for reflection and exchange. The possibility for researchers to compare their research and theories to the practitioners' testimonies was a real added value. Similarly, the fact that the practitioners learned about new fields of thinking and could get involved in the conceptualisation of their operations helped them to advance in their daily work. Our research cycle thus helped to foster an exchange, to bring together stakeholders, to forge links between borders, and to build networks.

The contributions and discussions of the final conference are available on the website of the Virtual Centre of Knowledge in Europe (AAEC) in Luxembourg<sup>5</sup>.

### 3. Towards Territorial Cohesion in Europe

This book, entitled *Towards Territorial Cohesion in Europe* is the final publication of the research cycle and the second concerning the final conference (the first, edited under the title *Integration und (trans-)regionale Identitäten*, analysed the workshops one and two of the conference)<sup>6</sup>. It gathers together the papers of workshops three and four, as well as the deliberations of a "Southern-Mediterranean" scientific working group, which was set up in parallel to the preparation of the conference<sup>7</sup>. This working group attempted in particular to examine the link between the research on cross-border cooperation and the reality of life at the border. It focused on the identification of necessary measures in education (both further education and University Studies) in order to promote the professionalization of the subject cross-border cooperation. It finally tried to list some lines of thought about the future perspectives for territorial cooperation in Europe.

5 The link to the CVCE's site is: <http://www.cvce.eu/recherche/unit-content/-/unit/4a645c2b-e393-4adf-9ce6-4d8628561eb8/3067b033-dff5-4632-b5c0-24912582dc23>.

6 BECK, J.; WASSENBERG, B. (ed.), *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit leben und erforschen (Band 5) : Integration und (trans-)regionale Identitäten*, Stuttgart, 2013.

7 The members of this group were: Robert Botteghi (Université de Nice-Sophia Antipolis), Martine Camiade (Université de Perpignan, Via Domitia), Michel Casteigts (Université de Pau et des pays de l'Adour).

The third workshop of the final conference on “governance and networking in border territories” aimed to analyze the functions of cross-border cooperation: the function of networking of missions and the management function.

Is it possible in cross border territories to implement the principle of territorial cohesion in a larger number of fields than in national territories? Is it easy to achieve transversal territorial development and to create clusters?

Taking the case study of the Upper Rhine Region, this hypothesis can be confirmed. For proof, the best known project is the *Biovalley* cluster, which has enhanced the visibility at European and global level of the potential of the Upper Rhine in the field of life sciences. Transversal networking is also achieved in the governance of various areas, for example in the Upper Rhine policy on climate protection (networking of environmental policy, of the economic development of SMEs, energy savings by citizens, etc), in higher education and research in the framework of the European Confederation of Upper Rhine Universities EUCOR (networking of policy, of science, economics, research and students), with the policy framework for the planning and joint development of the Upper Rhine area – for an integrated territorial development or with the Lörrach *Berufskademie's* trinational curriculum for vocational training or with cross border apprenticeships in the craft industry as part of the Strasbourg-Ortenau Eurodistrict. The Upper Rhine Conference is also an example of integrated governance which enables targeted coordination and cooperation between 600 experts in 13 working groups and 40 expert committees. The four Eurodistricts of the Upper Rhine also implement an integrated and decentralized policy on their cross border territory, each at their own level.

As far as the management function is concerned, the question arises whether border areas are particularly conducive to the development of new forms of governance. Indeed, the process started two years ago in the Upper Rhine which aims to create an integrated Trinational Metropolitan Region (TMR) is an innovative pilot project to set up new governance structures for territorial cohesion. The Upper Rhine can thus serve as an example for the modernization of a whole series of border areas of Western and Central Europe, and is also the reference model for the “young” border areas of East and South-Eastern Europe. The governance of the TMR of the Upper Rhine is a successful example of cross border networking of key actors in the fields of politics, administration, economy, science and of civil society at different institutional and territorial levels. It also symbolises the integration of different policies for a strategic implementation of territorial development objectives. However, it also raises the important question (also valid for all border areas in Europe) of the advisability and limitations in transferring tasks and practical competences to new territorial and cross border governance structures.

The workshop 4 on “cross-border territories as models for territorial cohesion” finally dealt with the “model” function: Are cross-border territories areas, which can serve as a model for territorial cohesion policy, because results are particularly visible there?

The Upper Rhine Region is undoubtedly a model of cross-border cooperation: 320 projects have been implemented in the Upper Rhine within the framework of the Interreg programmes. Since the introduction of the euro, and due to greater price transparency, there has been a noticeable change in cross border consumer behaviour. In towns along the border, as many as 80% of customers can be from

the neighbouring country. In the banking and insurance sector, border areas are in fact the only ones in Europe to offer transnational services to the individual. In the property sector, up to 60% of turnover can originate from customers from the neighbouring country. In the field of police and legal co-operation, the Schengen Agreement – as well as the treaties and conventions signed subsequently by France and Germany to implement it – has led to increased cross border co-operation between relevant departments in the Upper Rhine. The creation of a joint Franco-German police and customs complex, the setting up of binational teams for some investigations, cross border training measures and seminars (eg the European framework decision of 2008 on cross border supervision of probation measures) and co-operation between police forces are just some examples of action that make European policy in this field visible and tangible for citizens. The cross-border job market in the Upper Rhine is an important socio-economic fact with over 90,000 cross border workers. In the EURES-T Upper Rhine programme, the administrations responsible for employment, the social partners and trade unions have developed close cooperation (e.g. the EURES-T Germany-France-Train measure: seminars which prepare job seekers for recruitment interviews followed by an internship in the neighbouring country).

However, this model, is it the only one existing in Europe and, more importantly, can it be applied in other European cross-border regions? In order to achieve territorial cohesion in Europe is there in fact a need for models of cross-border cooperation? The papers presented at the final conference of our research cycle try to answer these fundamental questions for the future of territorial cooperation.